



Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

Communiqué

Il est possible de lutter contre les changements climatiques avec la bonne combinaison de politiques et de technologies offertes sur le marché, constate un comité d'experts.

Ottawa, le 27 octobre 2015 — Un nouveau rapport d'un comité d'experts, intitulé ***Solutions technologiques et politiques pour un système énergétique à faibles émissions au Canada*** et publié aujourd'hui par le Conseil des académies canadiennes, se penche sur les solutions permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre et assurant un futur à faibles émissions au Canada.

Les données probantes sont claires : l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre conséquence de l'activité humaine provoquent une modification généralisée du climat terrestre et des efforts rapides et importants seront nécessaires pour réduire ces émissions dans les décennies à venir. Les solutions exigeront une transformation majeure de notre façon de produire et d'utiliser l'énergie.

« Les technologies nécessaires pour atténuer les effets des changements climatiques existent déjà, font l'objet d'une grande recherche et s'améliorent constamment, affirme Keith Hipel, coprésident du comité. L'expérience tirée du monde entier nous montre quelles politiques sont les plus efficaces et dans quelles situations. En bref, nous savons tout ce que nous avons besoin de savoir pour que le Canada puisse s'assurer un futur à faibles émissions. Il faut juste s'y mettre. »

Dans son rapport, le comité d'experts constate que pour réaliser de grandes réductions d'émissions, il faudra passer à des sources d'énergie à faibles émissions et, possiblement, au captage et au stockage du carbone produit par la consommation de combustibles fossiles, qui se poursuivra. D'autres améliorations de l'efficacité énergétique peuvent favoriser des gains rapides et jeter les bases du changement à venir. Tout ceci est réalisable à l'aide des technologies existantes dans les secteurs de la production électrique, de l'industrie, du bâtiment et des transports. Le comité note également que l'électricité à faibles émissions alliée à la combinaison adéquate de politiques jouera un rôle crucial pour répandre les réductions des émissions.

Cette transition ne se fera pas sans coûts, mais elle est réalisable sans mettre en péril la croissance économique et la compétitivité à long terme du Canada. Les transitions de système énergétique prennent généralement plusieurs décennies, mais elles peuvent être accélérées grâce au soutien adéquat de politiques stratégiques et de nombreux territoires et provinces au Canada ont déjà entamé une telle transformation.

« Étant donné la variabilité de la situation au Canada, il n'existe pas de méthode qui convienne à tous pour réaliser de vastes réductions, déclare Paul Portney, coprésident du comité. Cependant, le rapport du comité fournit un éventail d'options à l'intention des décideurs du secteur privé et des différents ordres de gouvernement qui souhaitent en savoir plus sur l'utilisation de l'énergie et sur les solutions possibles pour lutter contre les changements climatiques. »

Le comité d'experts sur la consommation énergétique et les changements climatiques était coprésidé par Keith W. Hipel, MSRC, FACG, professeur, génie de la conception des systèmes, Université de Waterloo et

Paul R. Portney, ancien professeur d'économie, Université de l'Arizona; ancien président, Resources for the Future.

-30-

Pour de plus amples renseignements ou pour télécharger un exemplaire du rapport, veuillez consulter le site Web du Conseil des académies canadiennes, à www.sciencepourlepublic.ca.

Le Conseil des académies canadiennes

Le Conseil des académies canadiennes (CAC) est un organisme indépendant à but non lucratif qui a été mis sur pied en 2005. Le CAC soutient des évaluations scientifiques indépendantes qui alimentent l'élaboration de politiques publiques au Canada. Ces évaluations sont menées par des comités pluridisciplinaires formés d'éminents experts de toutes les régions du Canada ainsi que de l'étranger, qui participent bénévolement aux travaux des comités du CAC. Plusieurs d'entre eux sont membres des académies du CAC. Le CAC a pour mission d'être la voix de confiance en matière scientifique pour le bien public. Pour de plus amples renseignements, voir le site www.sciencepourlepublic.ca.

Pour obtenir de plus amples renseignements, prière de s'adresser à :

Sam Rae Ayoub
Directrice des communications et des publications
Conseil des académies canadiennes
613 567-5000, poste 256
samantha.rae@scienceadvice.ca